

*Le Ministre
de la
Communication*

*35 rue Saint-Dominique 75700 Paris
Tél 550.32.50*

Paris le. 07 DEC. 1981

004230

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION

à

MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : Publicité des annonces judiciaires
et légales.

L'expérience a montré que l'application des dispositions des textes relatifs aux annonces judiciaires et légales, loi n° 55-4 du 4 Janvier 1955 modifiée par la loi n° 78-9 du 4 Janvier 1978 et décret n° 55-1650 du 17 Décembre 1955 modifié et complété par le décret n° 67-1101 du 16 Décembre 1967, et le décret n° 75-1094 du 26 Novembre 1975, avait donné lieu à des interprétations différentes selon les départements.

Il a donc paru nécessaire de procéder à la mise au point d'un texte de synthèse regroupant les informations dispersées dans les circulaires antérieures, et de ce fait difficiles à exploiter. La présente circulaire annule toutes les instructions adressées précédemment.

Les nouvelles instructions sont ordonnées autour de trois thèmes :

I - Les conditions requises pour l'habilitation :

- un numéro de commission paritaire,
- une périodicité hebdomadaire,
- une diffusion payante minimale.

.../...

II - La procédure d'habilitation :

- la commission consultative départementale,
- l'établissement et la publication de la liste des journaux habilités.

III - L'aspect financier de la publication des annonces judiciaires et légales :

- le prix de la ligne d'annonces,
- le remboursement forfaitaire des frais.

°
° °

I - LES CONDITIONS REQUISES POUR L'HABILITATION

1°/ Un numéro d'inscription à la commission paritaire des publications et agences de presse

En vertu de la loi du 4 Janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, peuvent être habilités à publier ces annonces tous les journaux d'information générale, judiciaire ou technique, inscrits à la commission paritaire des publications et agences de presse. L'attribution d'un numéro de commission paritaire constitue donc un préalable indispensable pour obtenir l'habilitation.

Par application du 1er alinéa de l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955, la partie rédactionnelle ne doit pas occuper moins du tiers de la surface totale. Conformément à la jurisprudence de la commission paritaire, il est nécessaire qu'il y ait une rédaction réelle, constituée à titre d'exemple par des commentaires des textes publiés ou par des études..., et que la publication ne se borne pas à la reproduction de textes législatifs ou réglementaires et de communiqués.

Les éditeurs seront informés qu'une fois l'habilitation obtenue, il leur faudra veiller à ce que la publicité (annonces judiciaires et légales comprises) ne représente pas plus des deux tiers de la surface totale de la publication.

.../...

Au cas où une publication paraîtrait n'être plus conforme aux dispositions énoncées précédemment (moins de deux tiers de publicité, une rédaction réelle), il importerait d'en informer le ministre de la communication (Service Juridique et Technique de l'Information) afin qu'il puisse demander à la commission paritaire d'examiner à nouveau la publication litigieuse.

2°/ Une périodicité hebdomadaire

Pour être habilitée, une publication doit paraître depuis plus de 6 mois au moins une fois par semaine (cf. le 1° de l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955).

Toutefois, une publication qui remplirait au mois de décembre toutes les conditions prévues par la loi, sauf celle de l'ancienneté, pourrait être portée sur l'arrêté de fin d'année avec mention de la date à laquelle elle pourra être effectivement habilitée à publier les annonces judiciaires et légales. Si à cette date, la publication ne remplissait plus l'une des conditions exigées, un arrêté devrait être pris, après consultation de la commission, pour la rayer de la liste.

Il vous faudra veiller à ce que la parution régulière chaque semaine des publications qui ont reçu l'habilitation soit respectée, car il s'agit de la première condition exigée par la loi de 1955.

Une publication peut se trouver exceptionnellement dans l'impossibilité d'assurer la parution d'un ou deux numéros par an. Il vous appartiendra de vérifier si les motifs invoqués par l'éditeur sont de nature à ne pas remettre en cause l'habilitation.

3°/ Une diffusion payante minimale

a) La diffusion payante ou vente effective

La loi du 4 Janvier 1955 modifiée par la loi du 4 Janvier 1978 précise que les publications doivent justifier d'une vente effective par abonnements, dépositaires ou vendeurs (cf. 1er alinéa de l'article 2). Le décret n° 75-1094 du 26 Novembre 1975 modifiant le décret n° 55-1650 du 17 Décembre 1955, ajoute que cette vente effective doit être au moins égale aux minimums fixés pour chaque département ou arrondissement.

Conformément à la jurisprudence de la commission paritaire des publications et agences de presse, il convient de prendre en compte dans les chiffres retenus de diffusion payante :

.../...

- les exemplaires vendus à un prix qui ne soit pas inférieur à 50 % du tarif dit normal indiqué sur la publication, qu'il s'agisse de vente au numéro ou de vente par abonnement,
- les abonnements souscrits par le lecteur lui-même, à l'exclusion des abonnements souscrits en nombre et payés par des tiers qui constituent selon la commission paritaire une diffusion gratuite.

En outre, les services réguliers consentis à leur demande hors des conditions de vente habituelle aux auxiliaires de justice (officiers ministériels et assimilés, avocats, conseils juridiques et fiscaux, commissaires aux comptes) dans la limite de 20 % de la diffusion payante, pourront être pris en compte dans le calcul de cette diffusion.

Il conviendra donc de fournir à la commission consultative départementale des tableaux de diffusion établis à partir des documents comptables par le directeur départemental de la concurrence et de la consommation faisant ressortir clairement :

- le tirage total,
- la vente au numéro et par abonnement,
- les services réguliers aux auxiliaires de justice,
- la diffusion gratuite.

Ces documents sont absolument nécessaires pour que la commission puisse fonder sa décision. Le chiffre total de la diffusion à prendre en considération devra être apprécié par application stricte de la méthode qui vient d'être rappelée.

b) Les minimums de diffusion exigés

Pour être habilitée à publier les annonces judiciaires et légales, une publication doit, entre autres conditions, justifier d'une diffusion atteignant le minimum fixé par le décret n° 55-1650 du 17 Décembre 1955.

Trois situations différentes sont envisageables :

1. La publication atteint le minimum départemental. Dans cette hypothèse, la publication sera habilitée à publier les annonces judiciaires et légales au niveau départemental à condition toutefois que la diffusion ne soit pas nulle ou inconsistante dans un ou plusieurs arrondissements.

Il faut rappeler que la loi du 4 Janvier 1955, en établissant une distinction entre diffusion départementale et diffusion au niveau des arrondissements, a voulu assurer une large publicité des actes pouvant entraîner des conséquences pour les tiers.

Aussi accorder l'habilitation sur le plan départemental à une publication dont la diffusion serait nulle ou inconsistante dans un ou plusieurs arrondissements induirait en erreur les annonceurs. Une publication dans cette situation sera habilitée non pas au niveau départemental mais seulement dans le ou les arrondissements où elle atteint le minimum de diffusion.

2. La publication n'atteint pas le minimum départemental, mais seulement un ou plusieurs minimums d'arrondissement. Dans ces conditions, elle ne sera habilitée à publier les annonces judiciaires et légales que dans les arrondissements pour lesquels elle peut justifier des diffusions minimales fixées par décret.
3. La publication n'atteint ni le minimum de diffusion pour le département ni aucun des minimums d'arrondissement. Bien évidemment, cette publication ne peut être habilitée à publier les annonces judiciaires et légales.

c) Le contrôle de la diffusion

La commission consultative départementale pourra exiger des publications toutes justifications quant à leurs chiffres, leurs zones et leurs modes de diffusion. Sur chaque dossier soumis à la commission, devra figurer l'avis du directeur départemental de la concurrence et de la consommation. Le procès-verbal devra faire mention des justifications fournies à la commission. Chaque fois que les indications fournies par la publication ne paraîtront pas suffisamment étayées, le directeur départemental de la concurrence et de la consommation procédera à une enquête. Si un directeur de publication refuse aux fonctionnaires désignés par la direction départementale de la concurrence et de la consommation l'accès de ses livres comptables, la commission est fondée à lui refuser l'habilitation qu'il demande.

Le procès-verbal de la réunion de la commission consultative doit faire apparaître que chaque demande d'habilitation a fait l'objet d'un examen et que chaque décision de refus a été motivée après une instruction contradictoire. Ce procès-verbal doit être joint au texte de l'arrêté ainsi que les rapports consignant les enquêtes réalisées par les services administratifs, notamment ceux de la concurrence et de la consommation, chaque fois que leur intervention aura été nécessaire pour préciser la situation d'un journal ou justifier la révision éventuelle du tarif appliqué précédemment.

.../...

Lorsque les textes législatifs et réglementaires ou les décisions de justice prévoient que l'annonce doit paraître dans une circonscription déterminée, la publication habilitée n'est pas tenue de faire figurer ladite annonce dans les diverses éditions couvrant d'autres zones (arrondissements ou départements voisins par exemple).

Dans l'hypothèse d'éventuels groupements de titres constitués en vue d'obtenir l'habilitation par addition des diffusions, vous voudrez bien rappeler à la commission que l'habilitation ne peut être envisagée que pour le titre sous lequel sont réunis les journaux, et à la condition toutefois, que ce titre dispose d'un numéro de commission paritaire.

Vous veillerez, enfin, à ce que la diffusion des journaux habilités soit régulièrement contrôlée.

°
° °

II - LA PROCEDURE D'HABILITATION

1° / La commission consultative départementale (C.C.D.)

La C.C.D. présidée par le préfet, est composée du président du Tribunal de Grande Instance du chef lieu du département, du président de la chambre départementale des notaires et de trois directeurs de journaux. Il ressort du texte législatif de 1955 tel qu'il a été modifié par la loi de 1978, que le président du Tribunal de Grande Instance du chef-lieu du département n'a pas la possibilité de se faire représenter. La loi précise en revanche que le président de la chambre départementale des notaires peut déléguer un représentant.

S'agissant de la désignation des trois directeurs de journaux, il est recommandé de procéder à la consultation des organisations professionnelles les plus représentatives à qui il appartient de proposer leurs candidats. Il paraît souhaitable que toutes les catégories de presse (quotidienne, hebdomadaire) soient autant que possible, représentées. Dans le cas d'un journal couvrant plusieurs départements, il est admis que le directeur de l'édition départementale puisse être désigné en qualité de membre de la commission.

.../...

2°/ L'établissement et la publication de la liste
des journaux habilités

La loi du 4 Janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du code civil, a apporté une nouvelle rédaction de l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955, et a transformé les modalités de l'habilitation des journaux publiant les annonces judiciaires et légales. Cette modification porte sur les trois points suivants :

1. Au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955 les mots "... peuvent sur leur demande, être admis..." sont remplacés par les mots "... sont inscrits de droit...".
2. A l'avant dernier alinéa les mots "le Préfet fixe par arrêté la liste des journaux..." sont remplacés par "Cette liste... est publiée par arrêté du Préfet...".
3. L'approbation des arrêtés préfectoraux par le ministère chargé de la presse est supprimée.

Il résulte de ces modifications que le législateur a entendu supprimer la liberté de choix, laissée à la commission consultative, pour la remplacer par une obligation d'inscrire les journaux d'annonces légales sur la liste lorsqu'ils remplissent les conditions prévues par la loi.

Au cours des débats parlementaires, il est apparu que la publicité imposée à toutes les sociétés dotées de la personnalité morale, par la loi modifiant le code civil, impliquait, pour être efficace, des possibilités de diffusion aussi diversifiées que possible.

Cette reconnaissance du droit à l'inscription pour les journaux ayant vocation à publier des annonces légales réduit le rôle de la commission qui doit faire figurer sur la liste tous les journaux qui répondent aux trois conditions prévues par l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955. L'emploi du terme "commission consultative" qui est repris de l'ancienne rédaction signifie que la commission émet un avis sur la réunion des conditions donnant lieu à une inscription de droit. Il ne peut être interprété comme conservant au Préfet une liberté de choix que la commission a elle-même perdue en raison de l'inscription de droit, d'autant plus que le Préfet ne fixe plus par arrêté la liste des journaux mais se limite à en assurer la publication, dans la nouvelle rédaction de l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955.

III - L'ASPECT FINANCIER DE LA PUBLICATION DES ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

1°/ Le prix de la ligne d'annonces

Conformément à l'article 3 de la loi du 4 Janvier 1955, vous devez fixer par arrêté sur avis de la commission consultative le prix de la ligne d'annonces.

J'attire votre attention sur le fait que la ligne d'annonces a été définie de manière à permettre, d'une part, la détermination du prix de la lettre et, d'autre part, la comparaison des tarifs entre les départements.

La détermination du prix de la lettre doit permettre le calcul du prix d'une ligne qui, pour des raisons techniques, devrait être composée d'un nombre de lettres ou signes inférieurs à la ligne de référence.

L'effort d'harmonisation des tarifs au niveau national que vous avez poursuivi conformément aux instructions des circulaires précédentes a porté ses fruits. Vous veillerez à ce que cet acquis ne soit pas remis en cause dans les années qui viennent.

Le prix de la ligne d'annonces s'entend taxes non comprises pour une ligne de 40 signes ou lettres en corps 6 (typographie) ou 7,5 (photocomposition). Les caractères, les signes de ponctuation ou autres, ainsi que les intervalles entre les mots sont comptés pour une lettre. Le calibrage de l'annonce est établi au lignomètre du corps de filet à filet. Le prix peut également être calculé au millimètre-colonne.

Vous fixerez en points :

- la hauteur que ne devra pas dépasser le titre principal selon que l'annonce est composée sur une ou deux colonnes;
- l'espace maximum qui pourra séparer les lignes de titre en précisant que chaque titre et sous-titre pourront être suivis d'un filet de séparation comportant le même blanc.

L'exemplaire certifié, destiné à servir de pièce justificative de l'insertion, sera fourni par l'éditeur au même prix que le numéro de la publication, augmenté éventuellement des frais d'établissement et d'expédition. En cas d'enregistrement dudit exemplaire auprès du tribunal de commerce, les frais d'enregistrement seront facturés à l'auteur de l'annonce.

.../...

La publication des annonces judiciaires et légales représenterait une charge excessive pour les usagers si des renseignements superflus en accroissaient artificiellement le coût. Il vous appartient d'engager, notamment en cas d'abus, une concertation avec les professions intéressées afin de normaliser le contenu des annonces. Enfin un effort particulier devra être fait pour réduire le coût des annonces concernant des entreprises qui font l'objet d'une procédure de suspension provisoire des poursuites, de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, puisque les frais de publicité demeurent à leur charge. Je vous signale en particulier le problème soulevé par la publicité des jugements de clôture pour insuffisance d'actif qui en l'état actuel de la législation ne peut plus être assurée puisque ce mode de clôture suppose que le syndic n'a plus de fonds pour terminer la procédure, et ne peut donc prendre en charge le coût de la publicité. Dans l'attente d'une modification de la loi, un palliatif a été trouvé dans la région parisienne, où les journaux d'annonces légales acceptent de faire l'insertion gratuitement et permettent ainsi l'accomplissement d'une mesure de publicité indispensable à l'achèvement de la procédure. Il serait souhaitable que vous invitiez les représentants de la presse à étudier la possibilité de mettre en place un système similaire dans votre département.

2°/ Remboursement forfaitaire des frais

Je vous rappelle, bien que l'interdiction des remises n'ait pas été formulée expressément par la loi, que les travaux parlementaires ont fait ressortir que les ristournes ne correspondant pas, ou dépassant la valeur des services effectivement rendus, ne peuvent être tolérées. La remise n'est licite que si elle couvre les frais exposés par l'intermédiaire pour la transmission de l'annonce.

Il a cependant été admis que ce remboursement de frais fasse l'objet d'une évaluation forfaitaire dans la limite d'un plafond fixé par l'arrêté préfectoral. Ce plafond a été fixé à 10 % du prix de l'annonce.

J'ajoute que le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 4 Janvier 1955 disposant que "les journaux et publications doivent s'engager dans leur demande à publier les annonces judiciaires et légales au tarif fixé en application de l'article 3", les journaux qui consentiraient aux intermédiaires des remises supérieures à celles fixées par l'arrêté préfectoral manqueraient à cet engagement et devraient être, après avis de la commission consultative, rayés de la liste des journaux habilités à recevoir les annonces légales.

Enfin, l'article 1er de la loi prévoyant que les annonces exigées par les lois et décrets seront insérées, au choix des parties, dans l'un des journaux habilités, il conviendra de veiller à ce que ce choix demeure libre et que la recherche des annonces par les journaux habilités ne donne pas lieu à l'emploi de démarches et de procédés (envoi de circulaires offrant des remises importantes par exemple) entraînant des surenchères assimilables aux remises interdites.

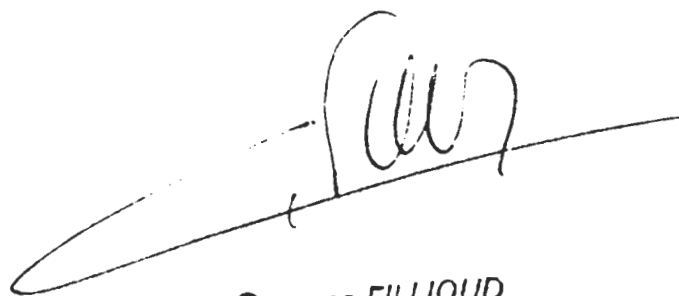
Ces prescriptions devront être rappelées très fermement à tous les journaux et périodiques habilités.

•
• •

J'appelle enfin votre attention sur la nécessité de veiller à la stricte exécution de la loi du 4 Janvier 1955. Les infractions aux dispositions de cette loi et à celles des arrêtés pris pour son application doivent donner lieu à un avertissement à l'éditeur avant d'être signalées au Parquet.

Dans l'hypothèse où une des amendes prévues par l'article 4 de la loi du 4 Janvier 1955 aurait été infligée à une publication, vous pourrez éventuellement prononcer, après avis de la commission consultative, la radiation de la publication concernée de la liste des journaux habilités à publier les annonces judiciaires et légales (cf. article 4 de la loi du 4 Janvier 1955).

J'ajoute enfin, que dans le but d'assurer l'information de mes services, il est indispensable que vous fassiez parvenir au S.J.T.I., comme par le passé, un exemplaire de votre arrêté ainsi que le procès-verbal de la réunion tenue par la commission consultative départementale.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'G. FILLIOUD', written over a horizontal line.

Georges FILLIOUD